
Le conflit du Tipnis et la Bolivie d'Evo Morales face à ses contradictions : analyse d'un conflit socio-environnemental

Laetitia Perrier-Bruslé



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/12972>

DOI : 10.4000/echogeo.12972

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Laetitia Perrier-Bruslé, « Le conflit du Tipnis et la Bolivie d'Evo Morales face à ses contradictions : analyse d'un conflit socio-environnemental », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 26 janvier 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/12972> ; DOI : 10.4000/echogeo.12972

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

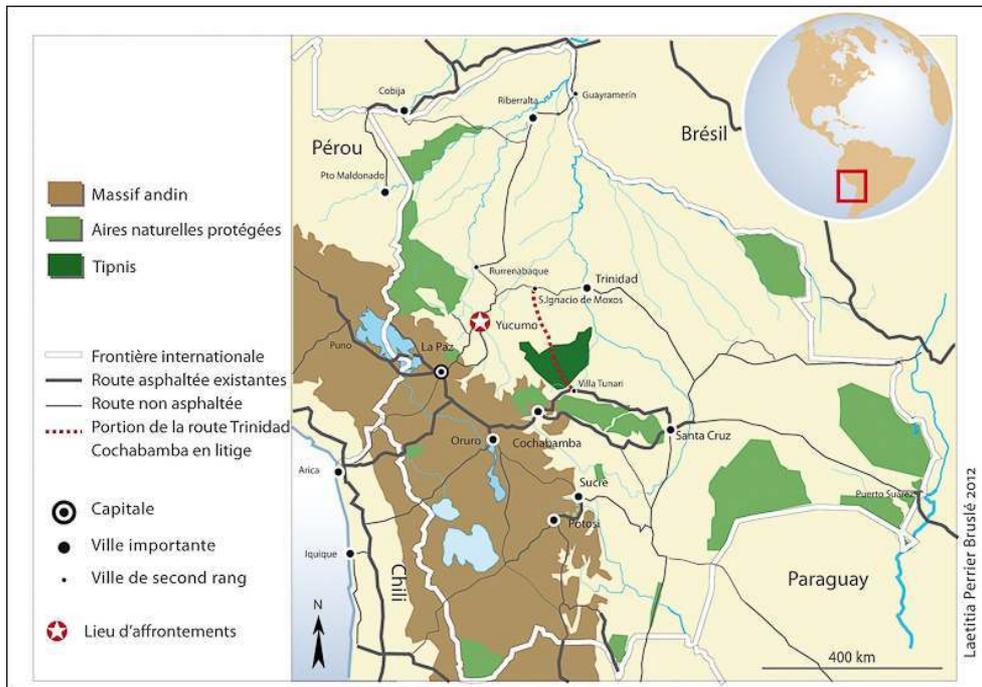
Le conflit du Tipnis et la Bolivie d'Evo Morales face à ses contradictions : analyse d'un conflit socio-environnemental

Laetitia Perrier-Bruslé

Introduction

- 1 Le 15 août 2011 des indigènes¹ des basses terres boliviennes ont commencé une marche de protestation de 66 jours jusqu'à La Paz pour refuser la construction d'une route sur leur territoire dénommé le Tipnis (Territoire indigène et parc naturel Isiboro Sécuré). Cet espace de 12 000 km² bénéficie d'un double statut censé garantir sa préservation : c'est un parc naturel depuis 1965 et un territoire indigène depuis 1990. Situé entre les piémonts andins et les basses terres orientales, il est sur l'axe qui relie la ville de Cochabamba, dans les Andes, à Trinidad, dans l'Oriente (illustration 1). La décision du gouvernement d'Evo Morales d'y construire une route a été dès son origine très controversée. Et c'est à bout d'arguments et face au refus de négocier son tracé que les indigènes se sont résolus à entamer une marche de protestation. Le 24 septembre 2011, les quelques 1000 marcheurs ont été arrêtés dans leur progression à Yucumo, au pied des Andes, par des barrages montés par des défenseurs de la route, puis ils ont été violemment attaqués par les policiers. L'opinion publique, bolivienne et internationale, en a été profondément choquée. Il y aura en Bolivie un avant et un après Yucumo. Si la part de responsabilité du « président indigène » Evo Morales dans ce dérapage n'est pas établie, il est certain qu'une rupture s'est instaurée entre le gouvernement de gauche et ses alliés historiques, les organisations syndicales et indigènes.

Illustration 1 - Localisation du parc du Tipnis et du projet de route de Cochabamba – Trinidad



Laetitia Perrier-Bruslé, 2012.

- 2 Bien que le dénouement de ce conflit ait été assuré par la promulgation d'une loi faisant du parc un espace intangible (24 octobre 2011), le débat autour de la route du Tipnis reste vif. Il est possible d'en tirer des enseignements, utiles à la compréhension de la Bolivie contemporaine et ayant valeur d'exemple pour l'analyse des conflits socio-environnementaux² dans un contexte mondialisé. Car dans ce conflit du Tipnis les enjeux internationaux ont aussi leur place au côté des enjeux nationaux. La Bolivie, depuis l'élection d'Evo Morales en 2005, a promu sur la scène internationale son processus de changement en le parant d'une double vertu : le respect des droits indigènes et celui de l'environnement. « Espace de projection privilégié des utopies de la gauche européenne » (Poupeau, 2008), la Bolivie a suscité beaucoup d'espoir et s'est placée, de ce fait, sous surveillance mondiale. L'ampleur des réactions au scandale de « l'autoroute de l'Amazonie », pour reprendre les termes d'une pétition lancée sur Avaaz.org, en témoigne tout comme les imprécations lancées par le président bolivien aux ONG internationales alliées aux Indiens du Tipnis. Au-delà de cette scène mondiale, le conflit oblige à repenser la réalité du processus de changement bolivien. Si le front populaire (*Pacto Unidad*) qui alliait le syndicalisme paysan et urbain aux organisations indigènes s'est fissuré, c'est que la Bolivie se trouve placée face à ses contradictions. Dans un des pays les plus pauvres d'Amérique du Sud, chacun doit choisir son camp entre un modèle développementiste, censé sortir de la pauvreté le plus grand nombre, et un modèle alternatif, fondé sur la recherche du « Vivre bien », pour reprendre les termes du programme gouvernemental, dans le respect de l'environnement et contre la croissance à tout prix (Ministerio de planificación y desarrollo, 2007 ; et sur l'analyse de cette voie alternative : Mejido Costota, 2011).
- 3 La route du Tipnis révèle des enjeux fondamentaux quant à l'insertion de la Bolivie dans la mondialisation et celle de ses voies de développement. Après avoir présenté les

mécanismes qui ont conduit à l'éclosion du conflit, il est possible d'en proposer une analyse géographique à plusieurs niveaux : à l'échelle internationale, où se renégocie l'insertion de la Bolivie dans la mondialisation, à l'échelle continentale, où se pose la question de sa place dans les schémas d'intégration sud-américains, et à l'échelle nationale, où se redessine le processus de changement sous l'effet de la nouvelle ambition territoriale de l'État bolivien.

La marche au conflit

- 4 La construction d'une route dans un parc naturel est susceptible d'entraîner, dans tous les pays du monde, des débats passionnés. En Bolivie, cette situation a conduit à un conflit socio-environnemental majeur. Quels sont les mécanismes qui ont conduit à cette escalade, d'une controverse politique à un conflit social jusqu'à une crise du régime ? Quelle est la part de la mémoire collective et des pratiques politiques dans la difficulté à élaborer un consensus ?

Une forte conflictualité

Un pays en transition

- 5 La Bolivie connaît depuis 2000 une phase de transition d'un modèle néolibéral vers un nouveau modèle politique et social, que les partisans et idéologues d'Evo Morales évoquent sous les termes de « processus de changement », à défaut de parler de révolution. Durant cette période de transition, les conflits sociaux se sont multipliés : guerre de l'eau en 2000 à Cochabamba, guerre du gaz en 2003, nouvelle guerre du gaz en 2005, poussée autonomiste en 2007 et 2008. Chacun de ces conflits a conduit le pays au bord de la guerre civile. Cette forte conflictualité de la période contemporaine (la plus élevée depuis la période de 1982 à 1985 qui a conduit à la restauration de la démocratie) s'explique par le caractère radical des changements engagés en rupture avec le modèle néolibéral antérieur (Laserna et Villaroel, 2008)³. Elle s'explique aussi par l'effet d'aubaine suscité par l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche qui a ouvert les vannes des revendications sociales – chaque revendication acceptée en entraînant de nouvelles (Laserna, 2007). Elle est, enfin, le résultat de la création de nouveaux canaux de représentations politiques dans la période néolibérale antérieure (loi de participation populaire de 1994 qui délègue une partie de la gestion administrative aux maires et conseillers ; création des Terres communautaires des origines en 1996, etc.). L'allègement de la présence de l'État central et le renforcement des échelons administratifs locaux ont permis d'étendre le jeu politique au monde rural et indigène dans l'ensemble du territoire (Lavaud, 2007).

Une culture politique du conflit

- 6 Il y a donc dans la forte conflictualité bolivienne contemporaine des facteurs conjoncturels. Il faut encore faire la part d'une culture politique qui ne donne pas la priorité à la recherche du consensus. Premièrement, parce que chaque groupe en présence dénie à l'autre toute forme de légitimité politique, ce qui rend le dialogue difficile. Dans l'affaire du Tipnis, Evo Morales a successivement accusé les opposants à la route d'être liés aux intérêts conservateurs de l'Orient bolivien, d'être affiliés à l'USAID

(et donc à l'impérialisme américain) et d'être manœuvrés par des ONG transnationales. Deuxièmement, le consensus est impossible parce que les manifestations de rue et les affrontements sont la condition préalable à la recherche d'un compromis politique en Bolivie. Dans les situations les plus complexes, il faut même attendre que le sang ait coulé pour que des négociations s'ouvrent. Lors de la grave poussée autonomiste de 2008, alors que la moitié orientale du pays était en état d'insurrection, ce sont les morts du Pando qui ont obligé les partisans autonomistes à reculer et à négocier avec le gouvernement⁴. Troisièmement, il faut tenir compte de l'absence historique de canaux institutionnels de concertation et de la faible représentation politique de toute une partie de la population, en raison de l'élitisme des partis politiques. Ces deux lacunes ont contribué à engendrer une « culture politique du conflit » (Calderon *et al.*, 2011 : 261), même si elles ont été en partie comblées grâce à la loi de participation populaire (1994) et à la nouvelle constitution (2009), qui ont étendu le champ de la participation politique et créé des mécanismes de concertation. Pour rendre compte de la conflictualité bolivienne, il faut enfin mentionner la forte acceptation populaire des formes de protestations extrêmes (manifestations, grèves de la faim, grèves civiques, barrages routiers, marche de protestation etc.), dans un contexte où les organisations sociales, héritées de la révolution nationale de 1952, ont une grande capacité mobilisatrice. Que cette propension au conflit ne menace pas la démocratie, rétablie en 1982, ne cesse d'étonner dans un pays qui, avant cette date, était caractérisé par son instabilité politique et ses dictatures (Lavaud, 1998). Certains auteurs en vont jusqu'à conclure que les conflits, en Bolivie, sont une manière paradoxale d'assurer la continuité du pays, compte tenu de la forte résilience au conflit de la démocratie bolivienne (Gray Molina, 2006).

Chronique d'un conflit annoncé

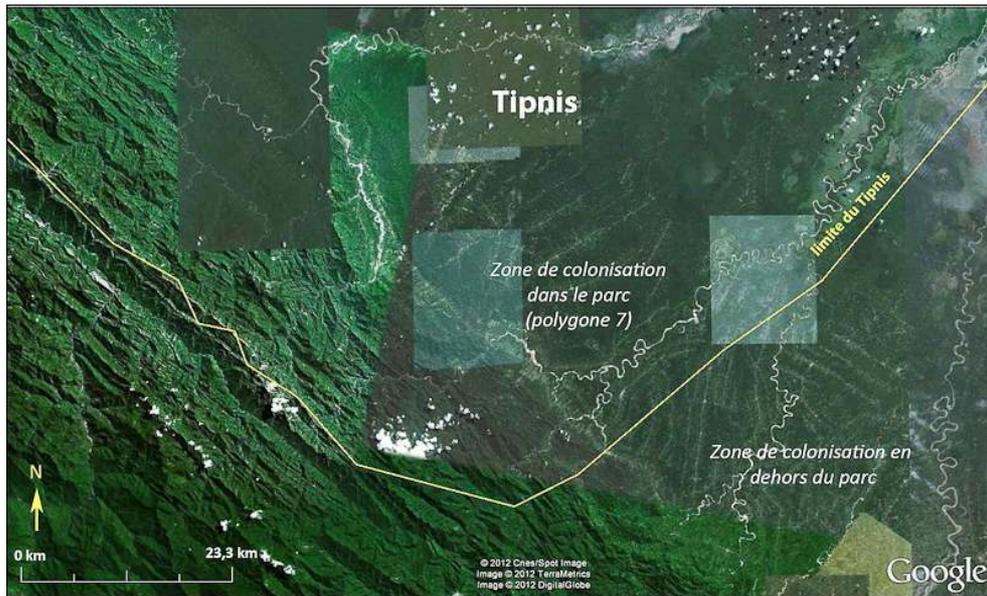
- 7 Ce contexte bolivien explique pourquoi, dans l'affaire du Tipnis, le conflit semblait dès le départ inéluctable.

Le Tipnis, un territoire sous tension

- 8 Pour le comprendre il faut rappeler que la route qui devait traverser le parc naturel et le territoire indigène opposait, à l'échelle locale, deux camps autour de deux modèles de développement. Le Tipnis est un lieu de fortes tensions. D'un côté, entre 7 000 et 12 000 indigènes natifs⁵, regroupés en 64 communautés de trois ethnies différentes – les Moxeño-Trinitarios, les T'simanes et les Yuracarés se partagent la majeure partie du parc. De l'autre côté vivent sur le même espace, mais en périphérie, quelques 15 000 colons qui se partagent 125 000 hectares (voir la zone de colonisation en arêtes de poisson sur l'illustration 2). Indiens quechuas venus de l'Altiplano à partir de 1983, ils sont descendus du Chaparé voisin, la zone de production de coca située sur les piémonts andins, pour profiter des terres libres du Tipnis. La tension est évidente entre ces colonisateurs, cultivateurs de coca, et les populations originaires, souvent sédentarisées, qui font de l'agriculture tout en utilisant aussi les ressources de la forêt (bois, gibier etc.). Les relations, quand elles existent, sont assez dissymétriques entre les deux groupes, en faveur des colons⁶. Pour garantir leur mode de vie, et devant la menace d'une progression du front pionnier *cocalero*, une ligne rouge à ne pas franchir avait été définie en 1994 (voir illustration 3). En 2009, Evo Morales a conforté la TCO (terres communautaires d'origine) créée en 1997, en concédant un titre plein et collectif de propriété sur un peu plus de 1

million d'hectares aux Indiens du Tipnis (Zibechi, 2011b ; Rojas Lizarazú, 2011 ; Robinson, Mckean, et Silva, 2000 ; Ortiz Echazú, 2011).

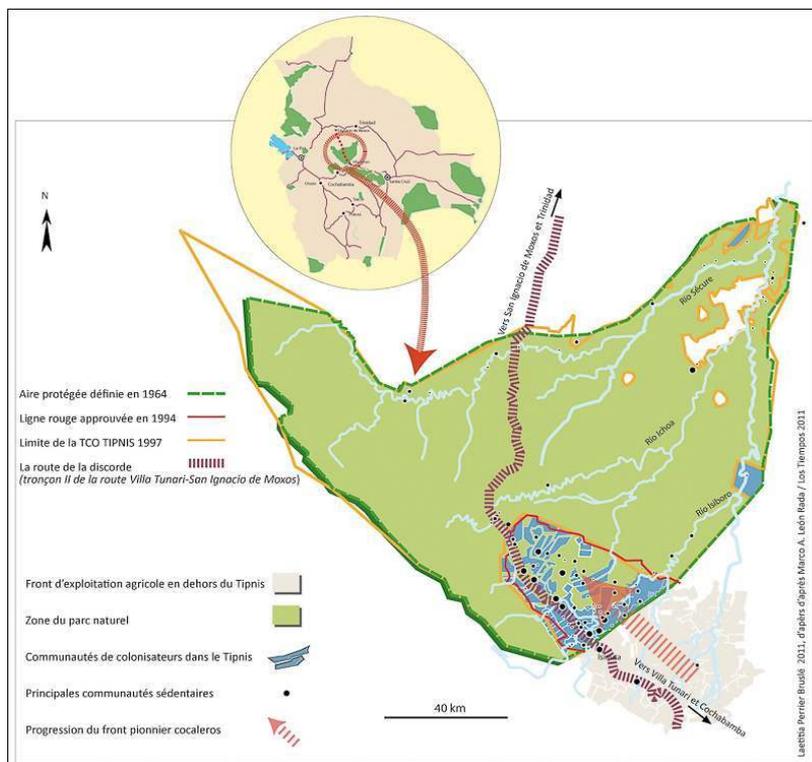
Illustration 2 - Zone de colonisation au sud du Tipnis



La limite sud du Parc figure en jaune. Cette image satellite représente la portion Sud du parc du Tipnis. Dans un milieu majoritairement forestier (qu'il s'agisse des piémonts andins à l'ouest ou de la plaine à l'est), on distingue nettement des lignes blanches représentant les zones défrichées de part et d'autre des routes. Le maillage de routes et axes de défrichement est plus resserré hors du parc, il est néanmoins important dans le parc au sud du Rio Ichoa.

Source: Cnes/spot Image 2012 – Google Earth.

Illustration 3 - Carte de la progression du front pionnier sur le TIPNIS



Cette carte montre comment la construction de la route pourrait alimenter le front pionnier d'exploitation agricole. On voit le projet de route prolonger le front de colonisation dans le Tipnis. Or ce front est très actif : en 2010, l'UNDOC recensait 1 183 hectares plantés en coca dans le parc, contre 1083 en 2009, ce qui représente une augmentation de plus de 9 % en un an (UNODC ET Alfaro, 2011 : 50).

Source : Laetitia Perrier-Bruslé, 2001 ; d'après Marco A. León Rada, Los Tiempos, 2011.

Deux modèles de développement face à face

- 9 Qui peut refuser une route dans un pays pauvre ? A cette question souvent soulevée par les observateurs étrangers, l'exposé de la situation du Tipnis apporte une réponse aux trois échelles différentes.
- 10 A l'échelle locale, les indigènes du Tipnis refusent la route parce que, au-delà de la préservation de leur mode de vie, ils souhaitent maintenir leurs droits (garantis par la TCO) sur les ressources naturelles, qu'ils estiment menacés par l'avancée du front de colonisation pionnier des *cocaleros* (illustration 3). Ils souhaitent non seulement garantir l'exploitation des ressources dans le cadre d'une autosubsistance traditionnelle, mais aussi pour des débouchés commerciaux (vente du bois, du cuir et de la viande d'animaux de la forêt⁷, tourisme). Au nom de cette même défense de leurs droits sur le territoire et ses ressources, ils sont nombreux aujourd'hui à contester l'adjectif « intangible » qui définit le Tipnis dans la loi promulguée pour protéger le parc à l'issue du conflit. Ils ont peur que cela n'empêche leur propre exploitation des ressources naturelles. C'est ainsi que la sortie de crise trouvée par l'équipe gouvernementale risque de se retourner contre les défenseurs du Tipnis. En faisant du parc un espace intangible et en liant l'absence de route à l'interdiction de toute forme d'exploitation pour les colonisateurs comme pour les peuples natifs, le gouvernement a placé ces derniers dans une situation intenable... Car

s'ils refusent la route, ils vivent dans le parc et ont donc besoin d'en exploiter les ressources.

- 11 A l'échelle nationale, la route du Tipnis introduit un clivage au sein de la gauche bolivienne. Les partisans d'un modèle de développement respectueux de l'environnement et d'une certaine façon anticapitaliste s'opposent aux partisans d'un modèle développementiste où la croissance agricole et l'exploitation des ressources naturelles sont la clef de la sortie de la pauvreté. C'est cette deuxième tendance qui est majoritaire dans le gouvernement. Or, en dehors de ses potentialités agricoles, le Tipnis recèlerait d'autres ressources précieuses (hydrocarbures, or, bois) qui pourraient être transformées et servir au développement du pays. Cela serait conforme à la stratégie d'industrialisation des ressources naturelles promue par le gouvernement afin de sortir le pays de la mono-exportation minière. Au-delà du choix entre deux modèles de développement se pose la question de l'échelle pertinente pour penser le développement. « Le modèle *national* de développement entre en collision avec le mode de vie actuel des peuples indigènes [locaux] », affirme une étude récente sur le Tipnis, montrant à quel point les divergences qui alimentent le conflit s'expliquent parce que les conséquences de l'ouverture de la route s'inscrivent dans différents espaces, locaux et nationaux (Rojas Lizarazú, 2011 : 8). L'équipe gouvernementale a souvent joué sur cette double dimension en demandant si 12 000 indigènes pouvaient empêcher le développement d'un pays.
- 12 A l'échelle internationale les enjeux sont, en apparence, plus simples. Selon un schéma devenu classique, les défenseurs de l'Amazonie, alliés aux bons Indiens, s'opposent aux prédateurs de toutes sortes : producteurs de cocas, dont on oublie souvent qu'ils sont aussi indiens, narcotrafiquants, forestiers et entreprises pétrolières (illustration 4). Nous présentons dans une deuxième partie une analyse détaillée de cette opposition.

Illustration 4 - Les prédateurs aux portes du Tipnis



Ce dessin humoristique paru dans le quotidien Pagina Siete et repris sur son site internet montre trois figures de prédateurs aux portes du parc : les narcotrafiquants qui tirent partie du relatif isolement du parc pour installer des laboratoires de transformation de la feuille de coca en cocaïne ; les coccaleros, producteurs de la feuille qui progressent, et les madereros, entrepreneurs qui exploitent le bois dans le parc, souvent dans le cadre de contrats d'exploitation conclus avec les indigènes.

Source : Pagina Siete, septembre 2011.

D'un conflit socio-environnemental à une crise politique nationale

L'impossible dialogue

- 13 Le gouvernement d'Evo Morales porte une part de responsabilité dans la difficulté d'établir un dialogue pour éviter le conflit. Il n'y a pas eu de consultation préalable des représentants indigènes, bien que cela soit obligatoire depuis la constitution de 2009 pour toute décision législative ou administrative les affectant⁸. Plus la controverse a enflé, plus le gouvernement a campé sur ses positions. Evo Morales, dans une formule choc, a affirmé que la construction de la route se ferait « *si o si* ». Il a refusé de manière réitérée de rencontrer les responsables de la marche, alors que la présidentialisation du régime fait de lui l'interlocuteur clef de toute négociation sociale.
- 14 Du côté des défenseurs du Tipnis, la décision d'organiser la marche a aussi rendu plus difficile le consensus. Tout d'abord parce que cette « VIII^e marche indigène » en défense du Tipnis participe (comme son numéro l'indique) de la lutte historique des indigènes de l'Orient pour leur territoire. Depuis 1990 et la première marche couronnée de succès, la marche s'est imposée comme le meilleur moyen de protestation. Il faut dire qu'elle est dotée d'une redoutable efficacité politique. Les marcheurs, chemin faisant, fédèrent des alliés à leur cause. La lutte s'étend de la sorte sur tout le territoire, une gageure dans un pays caractérisé par sa forte fragmentation spatiale. Dans chaque village, les habitants ont dû prendre position. Étaient-ils pour ou contre la route ? Allaient-ils fournir ravitaillement et aire de repos, ou barrer le passage ? A quelques exceptions près⁹, les

marcheurs ont reçu un accueil favorable. Reste que ce pouvoir de la marche rend aussi la négociation difficile, compte tenu de l'énergie qu'elle mobilise qui entretient le jusqu'aboutisme des manifestants.

Après Yucumo, sauver le Tipnis, la démocratie et le processus de changement ?

- 15 Les événements de Yucumo, où les marcheurs ont été attaqués par des policiers de l'État, ont fait basculer l'opinion publique bolivienne du côté des marcheurs.

Encadré : Les événements de Yucumo (24 septembre 2011)

Le conflit socio-environnemental est devenu une crise politique nationale le 24 septembre 2011. Ce jour là, la marche du Tipnis arrive à Yucumo, un village au pied des Andes profondément transformé par la colonisation agraire des paysans quechuas et aymaras venus des Andes. Dans ce village, les marcheurs sont mal reçus. Les habitants de Yucumo ressemblent trop aux colons coccaleros du Tipnis pour ne pas se sentir solidaires de leur cause contre les indigènes natifs. Ils organisent un barrage, officiellement pour obliger les marcheurs à négocier avec le gouvernement. Entre 450 et 500 policiers sont présents pour assurer le maintien de l'ordre. Dans des circonstances qui restent à éclaircir, la confrontation dégénère le jour suivant et les policiers s'en prennent aux marcheurs du Tipnis¹⁰. Les manifestants sont battus, aspergés de gaz lacrymogènes, bâillonnés avec du scotch. Un bébé de trois mois meurt par inhalation de gaz. Les hommes sont emmenés dans des camions vers une destination inconnue. Deux jours après ces incidents, Evo Morales présente des excuses publiques en demi-teinte tout en affirmant n'être pas responsable. Quatre jours plus tard la marche se reforme quelques kilomètres plus loin et reprend sa route pour La Paz où les marcheurs arrivent triomphants mais épuisés après plus de 600 km de marche, le 19 octobre 2011.

- 16 Les faits de Yucumo sont graves dans un pays qui garde le souvenir des violences perpétrées contre les opposants lors des dictatures militaires des années 1970 et qui n'oublie pas que le processus de changement, porté par Evo Morales, a commencé avec la guerre du gaz en 2003, qui fit plus de 70 morts chez les manifestants. Il y a, pour ces deux raisons, une forte « conscience anti-répressive » en Bolivie (Zibechi, 2011a). En raison de Yucumo, le gouvernement d'Evo Morales perd une partie de ses soutiens historiques – comme en 2008 la répression contre les manifestants pro-gouvernementaux dans le Pando avait totalement déconsidéré le mouvement autonomiste oriental, auteur des faits. Un pan entier de l'opinion bascule en faveur du Tipnis. La COB (Corporación Obrera Boliviana), le syndicat ouvrier majoritaire, organise une journée de manifestation dans tout le pays. Derrière des banderoles « Nous sommes le Tipnis »¹¹, ils défilent moins pour sauver le parc naturel que pour protester contre le traitement injuste imposé aux marcheurs. Les données ont changé. « Je ne vais plus marcher contre la route du Tipnis, mais pour défendre la démocratie bolivienne », affirme Alejandro Almaraz, ex vice-ministre de la Terre et personnage clef du MAS (le parti gouvernemental), aujourd'hui dans l'opposition (Finkel, 2011)¹². Dans le camp du gouvernement aussi on insiste sur les nouveaux enjeux de ce conflit. Ce n'est plus la politique d'infrastructure qui serait mise en cause, mais le processus de changement. Le 12 octobre 2011, une marche de soutien au gouvernement arrive à La Paz. Composée de membres du syndicat paysans (la puissante CSUTCB¹³), de coccaleros, de femmes paysannes, de mineurs, ils défilent pour défendre l'action du gouvernement¹⁴. La marche et la contre marche arborent toutes deux des drapeaux boliviens. Cela prouve à quel point les manifestants des deux bords ont

conscience que, au-delà du parc naturel, des questions vitales pour l'avenir du pays sont en jeu.

Illustration 5 - Marche du Tipnis, les drapeaux boliviens en tête



Source : Commission de communication de la marche du Tipnis, photo prise entre San Borja et Yucumo, septembre 2011.

Les enjeux du conflit, à toutes les échelles

- 17 Une analyse géographique à différentes échelles permet de faire de ce conflit un outil de compréhension de la Bolivie contemporaine et du sort des ressources environnementales dans un contexte mondialisé.

Enjeux internationaux autour d'une aire naturelle protégée

L'affaire du Tipnis prend une résonance mondiale

- 18 « En Amérique Latine, il existe une tendance croissante au déplacement des conflits et des acteurs vers les réseaux internet d'information et de communication » (Calderon *et al.*, 2011 : 67). Cette situation explique pourquoi l'affaire de la route du Tipnis a reçu un fort écho bien au-delà de la Bolivie. Non seulement la presse internationale a suivi cette actualité en lui accordant une place importante pour la modeste Bolivie, mais surtout les nouveaux médias s'en sont emparés. Les ressources que représente le web en termes de mobilisation collective ont été utilisées par les activistes écologistes, altermondialistes ou indigénistes, prompts à se mobiliser lorsque la défense des Indigènes et de l'Amazonie est en jeu. Une pétition en ligne organisée par Avaaz.org a recueilli près de 500 000 signatures. Amazonwatch.org a publié une lettre ouverte au président bolivien, signée par 61 ONG de divers pays « représentantes des mouvements sociaux et de la société civile internationale » (Amazon Watch.org, 2011). Les blogs, la plupart en langue anglaise, ont pris fait et cause pour la défense des Indiens du Tipnis (Boliviadiary ; Rebel Currents ; etc.). Les réseaux sociaux ont aussi été utilisés. Le groupe facebook *Amigos del Tipnis* possède plus de 10 000 adhérents de différents pays. Le hashtag Tipnis était recensé sur

plusieurs centaines de *twits* au plus fort de la crise. Des organes de diffusion boliviens dédiés à la défense des indigènes ou de l'environnement fournissent à ces internautes une source d'information en continu, proche du point de vue des marcheurs. C'est le cas de la Fundación Tierra, qui a créé un site dédié au parc naturel et a ouvert un *live* d'informations en continu. Quant au site officiel du Tipnis, il est devenu une plateforme pour défendre le point de vue des marcheurs. En dehors de ces deux derniers sites boliviens, les ressources internet ont un statut complexe. Elles mêlent l'engagement partisan à l'information en temps réel. Rien ne dit mieux leur ambiguïté que la présentation toujours erronée du Tipnis, décrit comme un parc naturel situé en Amazonie. Cette localisation donne une plus grande importance à la défense du Tipnis, compte tenu de la valeur accordée à l'Amazonie par l'opinion publique mondiale. Cependant, du strict point de vue géographique, le Tipnis n'est pas en Amazonie. Il participe à l'ouest de la cordillère Mosestenes, zone de forêt des piémonts andins, et à l'est des plaines du Moxos, zone inondable de forêts ouvertes.

Illustration 6 - Texte d'appel à la pétition sur Avaaz.org



Bolivie: stoppez l'autoroute de l'Amazonie

La Bolivie est en émoi car une autoroute géante pourrait découper l'Amazonie et aggraver la destruction de la forêt. Suite à la répression brutale menée contre les manifestants indigènes, le président a interrompu la construction et réévalue sa position. Signez la pétition pour stopper la répression et protéger l'Amazonie!

Agissez ►

Source : Avaaz.org, page visitée le 8/10/2011.

- 19 Les défenseurs du Tipnis en Bolivie n'ont pas à se plaindre de cet amalgame. Ils ont, dès le début de leur lutte, cherché des relais internationaux pour asseoir leur position en Bolivie. S'appuyant sur une idée largement répandue que les ressources environnementales constituent un patrimoine mondial, et justifient donc une surveillance mondiale, ils ont régulièrement porté leur combat en dehors de la Bolivie¹⁵. En juillet 2011, avant d'entamer leur marche, les dirigeants du Tipnis affirment par exemple « qu'ils dénonceront devant les organismes nationaux et internationaux de défense des droits humains la façon dont le gouvernement n'a pas respecté les accords internationaux qu'il a signé, en particulier ceux ayant trait au respect des droits

indigènes et de l'environnement » (Pagina Siete, 2011). La convention 169 de l'OIT (1969), ratifiée par la Bolivie en 1991, ou la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (2007) sont des instruments juridiques pour défendre leur position. Dans ce combat international, les acteurs indigènes sont singulièrement bien armés, grâce aux ONG qui leur fournissent une formation et grâce à la reconnaissance de leur personnalité juridique dans les textes de loi boliviens, qui ont pour effet d'augmenter leur capacité d'action politique.¹⁶ Pour le gouvernement bolivien, ce déplacement du conflit sur la scène mondiale, où les défenseurs du Tipnis sont mieux placés, est redoutable car sa crédibilité internationale est en jeu.

L'effet boomerang : le réveil du nationalisme

- 20 L'extension du conflit en dehors des limites de la Bolivie complexifie la situation et rend plus aléatoire la sortie de crise. Chaque partie accuse l'autre d'être connectée à des réseaux transnationaux (sous-entendu impérialistes) : le gouvernement serait à la solde des intérêts du Brésil ; les indigènes du Tipnis seraient soutenus par l'USAID et les ONG, porteuses d'un nouvel « impérialisme vert » (Fuentes, 2011). L'équation ressource environnementale égal patrimoine mondial risque de priver le gouvernement d'une partie de sa liberté d'action.
- 21 Face à ce « devoir d'ingérence environnementale », deux parades sont utilisées par le gouvernement d'Evo Morales pour convaincre son opinion publique. La première consiste à décrédibiliser les ONG internationales en les accusant de tous les maux. Le vice-président Alvaro Garcia Linera leur reprochait d'avoir « créée durant des années une relation fondée sur la prébende et le néo-colonialisme mental » (Garcia Linera, 2011 : 10). A propos de la route du Tipnis, dans un discours prononcé à Cochabamba le 12 juillet 2011, Evo Morales déplorait que les indigènes se laissent manipuler et « qu'ils ne voient pas que les ONG sont les ennemis de l'intégration nationale et de l'économie nationale » (cité par Melgajero, 2011b). La deuxième parade consiste à mettre en balance le développement de la Bolivie et le bien être environnemental mondial. En affirmant à plusieurs reprises que la Bolivie ne sera pas le garde forestier de la planète, le vice-président rappelle aux Boliviens le sens de la priorité nationale. Théorie du complot, menace sur les intérêts du pays, le gouvernement compte sur le sentiment national pour rallier l'opinion publique à sa cause. Cependant, si ces prises de position nationalistes sont surtout à destination des Boliviens, elles ont pour effet secondaire de brouiller l'image du pays au delà de ses frontières.

L'image de la Bolivie brouillée sur la scène internationale

- 22 Le processus de changement initié en 2005 par Evo Morales a suscité de nombreux espoirs dans le monde¹⁷. Lors de ces allocutions à l'étranger, le président a construit le mythe d'une Bolivie laboratoire d'un monde meilleur pour les Indiens et pour la nature, imposant peu à peu son leadership sur les questions environnementales. En 2009, la Bolivie propose à l'Assemblée des Nations Unies la création du jour International de la Terre-Mère (Pachamama). En 2010, c'est encore elle qui présente le projet de résolution pour la reconnaissance d'un droit humain à l'eau et aux services sanitaires, qui sera approuvé. En 2010, lors du « Sommet des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre Mère », tenu à Cochabamba, la Bolivie se positionne à l'avant-garde des pays du Sud pour un écologisme de combat anti-impérialisme à même de prendre en

compte « la dette climatique » des pays du Nord. Ce positionnement écologiste semble battu en brèche par la volonté du gouvernement de construire une route dans un parc naturel. Pablo Solon, ex-ambassadeur bolivien auprès de l'ONU, avait dans une lettre ouverte à Evo Morales, montré l'ampleur de ce décalage et enjoint le président à réconcilier son leadership international sur les questions environnementales et sa politique intérieure (Solon, 2011).

- 23 Le nouveau modèle bolivien tel qu'il était promu à l'étranger n'était pas seulement écologiste. Il alliait la protection de l'environnement à la reconnaissance des droits indigènes. De la constitution plurinationale de 2009, qui reconnaît 36 nations et garantit les autonomies indigènes, à la proposition de la Bolivie d'organiser en 2014 une conférence mondiale de l'ONU sur les peuples indigènes, tout plaçait la Bolivie en tête du mouvement indigéniste. Ce positionnement reposait sur une représentation romantique et non ambivalente de l'acteur indigène forgée depuis l'extérieur (Stefanoni et Saint Upéry, 2011). Les événements du Tipnis ont révélé que la figure de l'Indien, en Bolivie, était plus complexe que cet indigénisme de façade. Non seulement des lignes de fractures existent au sein du groupe indigène, mais les Indiens ne sont ni nécessairement anti-capitalistes, écologistes ou encore communautaristes. La figure du président indigène est tout aussi ambiguë lorsqu'il réprime une marche indigène. La route du Tipnis aura eu pour résultat de ternir l'image de la Bolivie comme avant-garde de la protection des Indiens et de l'environnement.

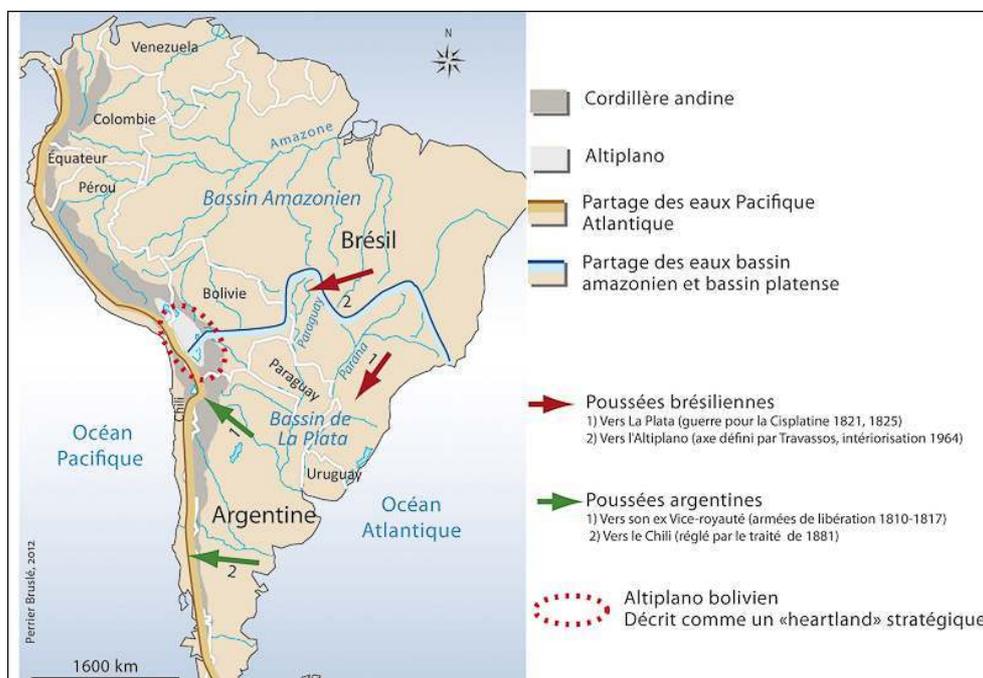
Enjeux continentaux autour du paradigme de l'intégration

La route du Tipnis est-elle au service du sub-impérialisme brésilien ?

- 24 Les détracteurs de la route du Tipnis ont dit qu'elle ouvrait la voie au nouvel impérialisme brésilien en Amérique du Sud. Il est vrai que le Brésil est présent à tous les échelons de ce projet. C'est une entreprise de construction brésilienne (OAS) qui a remporté l'appel d'offres pour un montant de 415,1 millions de dollars. Pour réunir ces fonds, l'État bolivien a eu recours à un prêt accordé par la BNDES (banque brésilienne de développement) pour 80 % du coût de l'ouvrage. La venue en août 2011 à Santa Cruz de Lula, qui s'est fait l'avocat de l'intégration sud-américaine, a été interprétée comme une tentative de lobbying en faveur de la route. Il n'en fallait pas plus à ses détracteurs pour dire que le Brésil manœuvrait le gouvernement bolivien pour lui imposer ce projet. Qu'importe qu'en septembre 2011, la BNDES décide de suspendre temporairement son financement (Estado.com et Paraguassu, 2011), le Manifeste pour la reprise du processus de changement¹⁸ l'affirme en des termes très durs : « comme cela ne s'était jamais vu durant les gouvernements néolibéraux antérieurs, le gouvernement d'Evo Morales, qui dans les conférences internationales se place à l'avant-garde des droits de la Terre Mère et des peuples indigènes, a pris le parti du projet sub-impérial du capitalisme brésilien pour développer des mégaprojets d'infrastructures inadaptés aux nécessités nationales et locales » (Colectivo, 2011).
- 25 Selon ses opposants, cette route permettrait au Brésil d'avancer dans la réalisation des corridors bi-océaniques de l'IIRSA (Initiative pour l'intégration de la région sud-américaine)... voire d'ouvrir la possibilité de l'exploitation pétrolière dans le Tipnis par Petrobras. Si ce deuxième argument est farfelu, le premier s'alimente de sérieux arguments historiques. Au-delà du fait que le Brésil fut à l'origine de la création de l'IIRSA, en 2000, l'accusation de sub-impérialisme s'enracine dans une mémoire collective

et dans une vision géopolitique. L'histoire du Brésil est celle d'une conquête de l'ouest en direction du Pacifique. Tous les auteurs boliviens commencent, à propos de la frontière boliviano-brésilienne, par évoquer le dépassement de la ligne de Tordesillas (1494), qui devait limiter les ambitions continentales des Portugais (Bothelo Gosalvez, 1974, 1960 ; Mercado, Moreira, 1930 ; Vasquez Machiado, 1990 ; voir aussi à ce propos l'analyse de Perrier-Bruslé, 2005, et 2007). Ils rappellent aussi que les deux grandes puissances de l'Amérique du Sud, l'Argentine et le Brésil, ont toujours tenté d'avoir un pied dans les deux systèmes hydrographiques : la façade Atlantique et la façade Pacifique, d'une part, le bassin de l'Amazone et celui de La Plata, d'autre part. Si le rêve du Brésil fut d'accéder à La Plata et au Pacifique, celui de l'Argentine fut d'atteindre le Pacifique. Les deux ont en partie avorté. Cette vision géopolitique fort ancienne a été formulée au Brésil par Mario Travassos dans les années 40 (Travassos, 1938), puis reprise vingt ans plus tard par Golbery do Couto e Silva (Golbery do Couto e., 1981). De nombreux analystes en Bolivie voient dans la politique brésilienne de promotion des corridors bi-océaniques une réminiscence de cette ambition. Dans ce schéma, la Bolivie, à la jonction entre des deux systèmes hydrographiques, est décrite comme la clef du continent (Baptista Gumucio, 1978), d'où l'intérêt qu'aurait le nouvel impérialisme brésilien à pénétrer cette place forte.

Illustration 7 - La Bolivie dans les schémas géopolitiques continentaux



Laetitia Perrier-Bruslé, 2012.

- 26 La dénonciation virulente du Brésil s'alimente d'un fait plus récent. Sa croissance économique vigoureuse, dans la dernière décennie, a augmenté le fossé avec les pays andins. Il y a dix ans, lors de la fondation de l'IIRSA, le leadership du Brésil n'était pas remis en cause car il était un pays frère, un allié dans la lutte contre l'impérialisme et pour la recherche de nouvelles voies de développement centrées sur le continent. Aujourd'hui il représente un nouvel impérialisme qui s'incarne soit dans la figure de « la

bourgeoisie paulista » (Zibechi, 2011a), soit dans celle des « méga-ouvrages de l'IIRSA qui accélèrent la circulation et l'extraction de biens communs » (Zibechi, 2011b).

Du fantasme sub-impérial à la réalité des faits

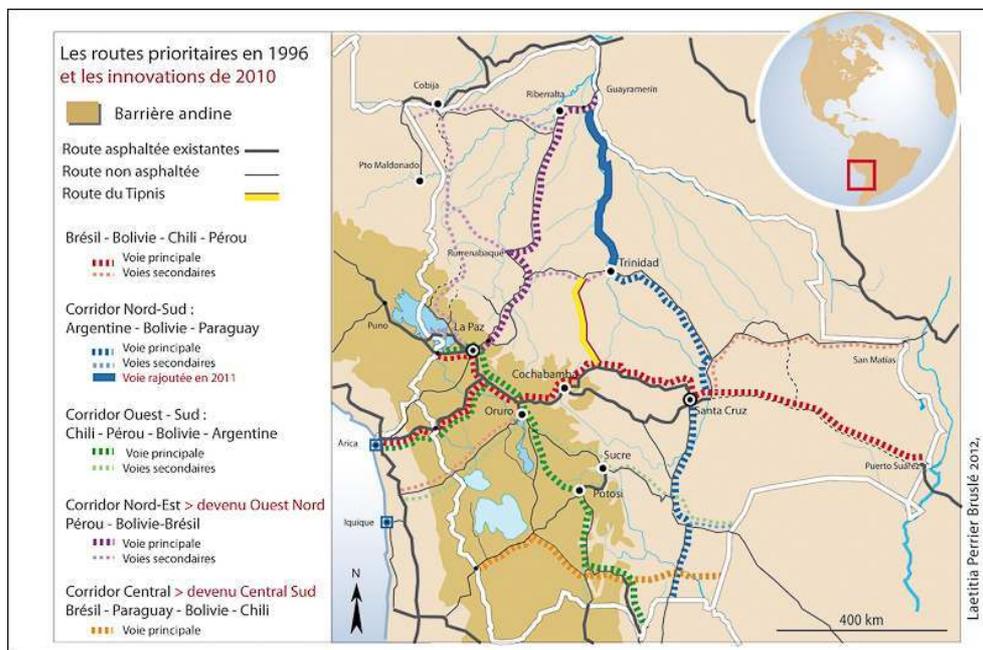
- 27 La théorie du complot sub-impérial brésilien résiste toutefois difficilement à l'analyse du cas particulier de la route du Tipnis. Aux partisans de cette théorie, Alvaro Garcia Linera, le vice-président, répondait dans des termes un peu moqueurs. « Ces messieurs n'ont jamais vu une carte de Bolivie ou leur inconscient trans-nationalisé les a trahi et révèle leurs désirs intimes que Trinidad [à quelques centaines de kilomètres du Brésil] ait une frontière avec le Brésil ! » (Garcia Linera, 2011 :153). De fait, le dernier rapport de l'IIRSA retient 9 axes d'intégration prioritaires. Pour ne fâcher aucun pays, ces axes englobent des régions très étendues et n'indiquent pas un tracé de route prioritaire, mais plusieurs. Le seul axe qui s'approche de la route du Tipnis est l'axe interocéanique central. D'orientation est-ouest, il doit relier les deux océans. La route de Trinidad à Cochabamba, d'orientation méridienne, ne s'inscrit pas dans ce schéma global (IIRSA, 2010 :190).
- 28 Si cette route ne relie aucun océan, si elle ne fait pas partie des axes de l'IIRSA, il est difficile d'y voir une expression directe d'un sub-impérialisme brésilien. Rappelons d'ailleurs que le Brésil n'a pas le monopole de l'intégration continentale. La Bolivie, qui depuis les gouvernements néolibéraux a remis au goût du jour le paradigme du « pays de contacts » (Ostria Gutierrez, 1946 ; Orias Arredondo, Seoane Flores et Torres Armas, 2001), fait de son insertion dans les schémas de circulations continentaux la clef de son développement et une réponse à son enclavement.

La route du Tipnis révèle le retour d'un État centralisé

Routes et ambition territoriale de l'État bolivien

- 29 De fait, cette route du Tipnis s'inscrit bien plus dans la nouvelle ambition territoriale de l'État bolivien que dans les supposés schémas impérialistes brésiliens. Si, depuis 2005, le gouvernement de Morales a innové sur bien des aspects, il a, dans le domaine de la politique territoriale, fait montre d'une belle continuité avec les gouvernements antérieurs. Il est symptomatique, à cet égard, de comparer le Plan directeur des transports terrestres de 1996, période si décriée des gouvernements néolibéraux, avec celui présenté par ABC (l'administration centrale des routes) en 2010. Le paradigme d'une décennie à l'autre reste le même : l'intégration nationale et continentale. Les routes à développer en priorité sont, en conséquence, les mêmes.

Illustration 8 - Les constantes du plan de 1996 à celui de 2010



Laetitia Perrier-Bruslé, 2012.

- 30 Derrière la similitude des schémas d'aménagement se dessine le même objectif d'intégrer le territoire par la construction de routes. Alvaro Garcia Linera, le vice-président, rappelait dans un essai présentant un bilan élogieux de la politique gouvernementale que 518 km de routes asphaltées avaient été construits en 2011 et que 1 100 km viendraient s'y ajouter en 2012 (Garcia Linera, 2011 : 101). Comme si ces kilomètres justifiaient l'action gouvernementale. Il est aisé de comprendre dans ce contexte la crispation autour de la route du Tipnis. Empêcher un gouvernement bolivien de construire des routes, c'est lui interdire d'œuvrer pour la construction et l'achèvement du territoire national. Le 4 août 2011, au cœur de la tourmente, le vice-ministre de la Décolonisation, Félix Cardenas, affirmait « que la route du Tipnis ne serait pas l'unique route qui traverserait une zone protégée, il y en aura beaucoup d'autres » (La Prensa et Fournier, 2011)¹⁹, preuve de la détermination du gouvernement. Pour justifier sa politique, Evo Morales s'appuie sur l'axiome qui veut que la construction de route soit la garantie du développement et de la lutte contre la pauvreté. Il reprend en cela une conviction partagée depuis longtemps par les gouvernements boliviens. « Pour les ruraux les routes représentent l'unique lien qui les unit à la civilisation (...) L'absence de route, ou leur état calamiteux, ont donc des conséquences dramatiques sur l'économie des paysans » (Machiado Saravia, 1970 : 67), pouvait-on lire déjà dans un plan de développement national de 1970. Il faut dire que dans un pays minier, le rail, au service de l'exportation des matières premières, a toujours soutenu les intérêts de l'oligarchie minière, tandis que les routes, permettant de connecter le plus grand nombre, sont perçues comme des vecteurs du progrès social. Le rapport de l'Administration bolivienne des routes reprenait ce point de vue à propos de la route du Tipnis : « son impact sur l'économie sera de grande importance pour la croissance des départements de Cochabamba et du Beni » (ABC, 2008). Alvaro Garcia Linera, dans un style plus emphatique, convoquait la figure « du petit producteur qui doit porter sur son dos ses produits durant des jours avant d'arriver à la route ». Et d'ajouter

que, au contraire des membres des ONG et des fonctionnaires qui se déplacent en avion, ce petit producteur vit dans un espace-temps plus rugueux, cloué sur un sol sans route (Garcia Linera, 2011 : 153).

- 31 Au-delà de cette défense illustrée de la politique d'intégration nationale, son principal intérêt réside dans la volonté de contrôler les régions de marges périphériques où l'appareil d'État peine à s'imposer face à des élites locales qui, en raison de l'isolement historique, ont toujours vécu selon leurs propres règles. La tuerie du Pando en septembre 2008, où des fonctionnaires de la préfecture, liés à l'élite locale, ont tiré sur des manifestants, l'a démontré. En 2010, la création de l'ADEMAF (Agence pour le développement des macro-régions frontalières) témoigne de cette volonté de reconquête étatique. Son statut d'agence lui donne une très grande latitude pour agir dans les régions frontalières. Si le but affiché est d'aider au développement des régions périphériques, il est certain qu'elle œuvre aussi pour rétablir le contrôle et les prérogatives de l'État central dans ces zones éloignées.

Le retour d'un État jacobin

- 32 La nouvelle ambition territoriale de l'État central, son objectif d'intégration nationale et le tour autoritaire et centralisé que prend cette politique, contrastent avec les changements institutionnels des deux dernières décennies. La tendance en Bolivie est à la décentralisation. Les gouvernements néolibéraux ont lancé le mouvement, avec la loi de participation populaire de 1994 (Vargas, 1998 ; Castro Arze et Lea Plaza, 1996), et la nouvelle constitution de 2009 l'a amplifié. Son article 2 reconnaît le droit à l'autonomie pour les nations indigènes. Une loi sur l'Autonomie et la décentralisation a été promulguée en 2010. Elle devrait permettre à toutes les instances territoriales qui le désirent, après consultation des populations, d'adopter cette gestion déconcertée. Paradoxalement, si le contexte institutionnel favorise l'autonomie, le temps politique est plutôt au retour de l'État *jacobin*. La façon dont a été menée l'affaire du Tipnis en témoigne : absence de consultation réelle des populations, priorité à l'intégration nationale, décision unilatérale prise au sommet de l'État. Ce virage s'est accentué dans le deuxième gouvernement d'Evo Morales (2009-...). Il faut dire que le très fort degré de décentralisation institutionnelle atteint par la Bolivie, qui donne aux préfets départementaux élus une stature nationale et fait d'eux des possibles rivaux, a dû influencer ce retour du centralisme (Laserna, 2007). L'expression de jacobinisme²⁰ renvoie à la nécessaire restauration des prérogatives de l'État face aux poussées autonomistes des élites orientales présentées comme des tentatives de coup d'État de la part des « anciennes classes dominantes » (Garcia Linera, 2011 : 22).
- 33 En réalité ce « nouveau jacobinisme » ne fait pas que combattre l'oligarchie de Santa Cruz, dans le cadre d'une politique de décolonisation de l'État. C'est bien au contraire l'idée d'une Bolivie autonomiste, plurinationale et communautaire, selon les termes de la constitution de 2009, qui est mise à mal par cette reprise en main. Le centralisme étatique est d'ailleurs lui-même un héritage du début du XX^e siècle, lorsque l'arrivée au pouvoir du parti libéral, représentant l'élite de l'étain basée à La Paz, signe la défaite de l'idée fédérale (Fifer, 1976 : 397-399)²¹. Les indigènes du Tipnis, en marchant directement sur La Paz, ont pris acte de cette concentration des pouvoirs. La bataille pour pénétrer sur la Plaza Murillo, où se trouve le palais du gouvernement, a été de ce point de vue symptomatique. Leur volonté de parler directement au chef de l'État témoigne aussi d'un

a priori négatif sur toutes les formes de représentation et relais démocratiques²², et elle appuie la thèse d'une dérive caudilliste, ou populiste, du régime. Le fait que les leviers de négociations, présents dans la constitution de 2009 n'aient pas été utilisés pour éviter le conflit du Tipnis témoigne de cette dérive, d'autant plus surprenante que la constitution devait être le départ pour la construction d'un nouveau pacte social en Bolivie.

Conclusion

- 34 Le 19 octobre 2011, plus de 100 000 personnes attendaient les marcheurs à leur arrivée à La Paz pour témoigner leur solidarité. Devant une telle pression, le gouvernement d'Evo Morales a reculé et a garanti qu'aucune route ne traverserait le Tipnis. C'est le deuxième abandon du gouvernement après l'affaire du *gasolinazo* de décembre 2010²³. Malgré ces reculades, le gouvernement est sauf. C'est ainsi qu'une nouvelle fois, le système démocratique bolivien aura démontré sa forte résilience au conflit (Gray Molina, 2006 ; Inksater, 2005), la contrepartie de cette résilience étant que, d'une certaine façon, le conflit n'est jamais totalement résolu mais plutôt mal digéré dans un compromis qui alimentera de nouvelles oppositions. Les derniers rebondissements (janvier 2012) du Tipnis le prouvent : accord en décembre 2011 qui prévoit un aménagement de la loi déclarant le Tipnis intangible, contre marche organisée par les représentants des colonisateurs du Tipnis (CONISUR), etc.
- 35 Ce que révèle l'affaire du Tipnis, c'est la tension entre le regain de centralisme étatique et la montée en puissance d'une gouvernance locale. Depuis les années 1990, les indigènes dans toute l'Amérique du Sud se sont constitués en acteurs politiques. De leurs luttes, ils ont obtenu non seulement une reconnaissance culturelle et ethnique (actée par la Constitution de 2009 qui fait de l'État bolivien un État plurinational), mais également des droits de propriété sur les ressources de leur territoire. Le conflit du Tipnis participe, à ce titre, des « tensions entre, d'une part, la reconnaissance d'entités ethniques et culturelles revendiquant des compétences d'ordre économique et, d'autre part, la persistance d'un État jacobin qui, quelle que soit la nature du régime politique, veut garder le contrôle des ressources indispensables à l'élaboration de politiques publiques nationales de développement » (Velut et Quenan, 2011 : 119). Cependant, les lignes d'opposition ne sont pas toujours si nettes. Comme le remarquait Gustafson avant l'affaire du Tipnis, « la plupart des leaders indigènes supportent encore le projet national populaire du MAS » (Gustafson, 2009 : 1010), et, si la fracture s'est amplifiée entre les populations locales et l'État, le nationalisme ambiant soutient le retour d'un État fort.
- 36 Reste la question de l'impact réel de l'irruption de l'échelle mondiale dans cette affaire nationale, via la mobilisation des activistes écologistes. Il est certain que les quelques centaines de milliers de clics des sympathisants Européens et Nord-américains à la cause du Tipnis n'ont pas eu un effet direct sur la résolution du conflit. C'est sur la scène nationale, dans le bras de fer entre les marcheurs et le gouvernement, que s'est résolu cette question. Il est néanmoins évident que l'image de marque de la Bolivie, sur la scène internationale, s'est brouillée. Même s'il est difficile d'en mesurer les conséquences directes, il est certain, compte tenu de la façon dont Evo Morales s'appuie sur la scène internationale pour promouvoir sa politique, que ce brouillage de l'image du pays ne sera pas sans conséquence. Finalement, cette irruption de l'échelle mondiale dans un conflit national donne à réfléchir sur le destin des ressources naturelles dans un contexte mondialisé.

BIBLIOGRAPHIE

- ABC. 2008. *Documento base de contratación para la contratación de obras con financiamiento gestionado por el proponente, bajo la modalidad de llave en mano. Licitación pública internacional n°0001/2008 (primera convocatoria). Construcción de la carretera Villa Tunari – San Ignacio de Moxos de la ruta F-24 .*
- Amazon Watch.org., 2011. *Carta a Evo Morales*. Consulté sur <http://amazonwatch.org/assets/files/20110921-tipnis-carta-a-evo-morales.pdf>
- Baptista Gumucio M., 1978. La viabilidad de Bolivia. In *Antología geopolítica de Bolivia*, édité par Mariano Baptista Gumucio et Augustin Saavedra Weise, Cochabamba, Amigos del Libro, p. 119-151.
- Bothelo Gosálvez R., 1974. *Proceso del Subimperialismo brasileño*. Buenos Aires, Editorial universitaria de Buenos Aires. 2^e édition.
- Bothelo Gosálvez R. 1960. *Proceso del imperialismo del Brasil, de Tordesillas a Robore*. La Paz.
- Calderon F., Fontana L., Pacheco Ortega H., Nava Salinas I., 2011. *Los conflictos sociales en América Latina*. La Paz, UNIR-PNUD. http://www.papep-undp.org/drupal/sites/default/files/%5Buser%5D/libro_completo_los_conflictos_sociales_en_america_latina.pdf
- Castro Arze M., Plaza M. L. 1996. La hora de lo local en Bolivia. *Nueva Sociedad*, 142, p. 116-125.
- Colectivo. 2011. Por la Recuperación del Proceso de Cambio para el pueblo y con el Pueblo. *Página Siete*, 18 juin 2011.
- El Deber, Ortiz P., 2006. *El Gobierno propondrá dos tipos de autonomía* . 19 mars 2006.
- Estadao.com, Paraguassu L., 2011. BNDES susta financiamiento de estrada. *Estadao.com.br*, 28 septembre 2011. <http://m.estadao.com.br/noticias/impresso,bndes-susta-financiamiento-de-estrada,778412.htm>
- Fifer V., 1976. *Bolivia*. Buenos Aires, Editorial Francisco de Aguirre.
- Finkel, A., 2011. La marcha de los indígenas fue intervenida en Yucumo. *Página Siete*, 26 septembre 2011.
- Fuentes F., 2011. *NGO's wrong about Evo Morales and the Amazonia*. <http://boliviarising.blogspot.com> . <http://boliviarising.blogspot.com/2011/09/bolivia-ngos-wrong-on-morales-and.html>
- Fundacion Tierra, 2011. Dos meses de marcha en defensa del TIPNIS. VIII Gran marcha indígena en defensa del TIPNIS y la dignidad de los pueblos indígenas del la Amazonía, Chaco y Oriente. *Nuestra Tierra*, 18 octobre 2011.
- García Linera A., 2011a. *El Oenegismo, enfermedad infantil del derechismo. (O como la reconducción del proceso de cambio es la restauración neoliberal)*. La Paz, Vicepresidencia del Estado, Presidencia de la Asamblea Legislativa Plurinacional.
- García Linera A., 2011b. *Las tensiones creativas de la Revolución. La quinta fase del proceso de cambio*. La Paz, Vicepresidencia del Estado, Presidencia de la Asamblea Legislativa Plurinacional. http://www.vicepresidencia.gob.bo/Portals/0/documentos/Tensiones_revolucion.pdf, consulté le 12 août 2011.

- García Linera A., Marxa Chavez L., Costas Monje P., 2005. *Sociología de los movimientos sociales en Bolivia : estructuras de movilización, repertorios culturales y acción política*. La Paz, Bolivia, Plural Editores. 1^{ère} éd.
- Golbery do Couto e S., 1981. *Geopolítica do Brasil*. Rio de Janeiro, J. Olympio Editora.
- Gray Molina G., 2006. The Crisis in Bolivia: Challenges of Democracy, Conflict and Human Security. In *Democracy, Conflict and Human Security: Further Reading* (Volume 2). Stockholm, International Institute for Democracy and Electoral Assistance 2006, p. 25-34. http://www.idea.int/publications/dchs/upload/dchs_vol2_sec1_2.pdf
- Gregory D., Johnston R., Pratt G., Watts M., Whatmore S., 2009. *The Dictionary of Human Geography*. Chichester, Wiley-Blackwell. 5e éd.
- IIRSA., 2010. *Cartera de proyectos 2010. Planificación territorial indicativa*.
- Inksater K., 2005. *Análisis de conflictos en Bolivia. Equilibrio en medio del caos*. http://www.justgovernancegroup.org/Assets/PDFs/analisis_de_conflicto_bolivia.pdf
- Laserna R., 2007. El caudillismo fragmentado. *Nueva Sociedad*, 209, p. 100-117.
- Laserna R., Skaperdas S., Evia J. L., 2008. Conflicto social y crecimiento económico en Bolivia (1970-2005). Cochabamba, CERES, COSUDE, Instituto para la democracia http://www.ceresbolivia.org/documentos/publicaciones/conflicto_y_crecimiento.pdf
- Laserna R., Villarroel M., 2008. *38 años de conflictos sociales en Bolivia (enero 1970 -enero 2008)*. Cochabamba, CERES, COSUDE, Instituto para la democracia. http://www.ceresbolivia.org/documentos/publicaciones/38_anhos.pdf
- Lavaud J.-P., 2007. Bolivie : un avenir politique hypothéqué? *Nueva Sociedad*, 209.
- Lavaud J.-P., 1998. L'instabilité politique de l'Amérique Latine. Le cas de la Bolivie. Paris, L'Harmattan.
- Lavaud J.-P., Daillant I., 2007. *La catégorisation ethnique en Bolivie : labellisation officielle et sentiment d'appartenance*. Paris, L'Harmattan.
- Machicado Saravia E., 1970. *Bolivia 1971-1991 : Estrategia socio-economica del desarrollo nacional*. La Paz, Ministerio de planificación y coordinación.
- Mejido Costoya M., 2011. Politics of Trade in Post-neoliberal Latin America: The Case of Bolivia. *Bulletin of Latin American Research*, 30(1), p. 80-95.
- Melgajero A., 2011a. *Indígenas en el TIPNIS viven de vender productos a colonos*. La Razon, 11 octobre 2011. <http://www2.la-razon.com/version.php?ArticleId=139051&EditionId=2681>
- Melgajero A., 2011b. *Tipnis. Morales dice que son influenciados por las Ong de procedencia europea. Indígenas: la medida de presión se hará de manera sorpresiva*. La Razon, 13 juillet 2011.
- Mercado Moreira M., 1930. *Historia internacional de Bolivia*. La Paz, Imp. Atenea de Crespi.
- Ministerio de Planificación y Desarrollo., 2007. *Plan nacional de desarrollo : Bolivia digna, soberana, productiva y democratica para vivir bien - Lineamientos estrategicos, 2006-2011*. La Paz, Ministerio de Planificación y Desarrollo.
- Navarro O., 2011. Les enjeux socio-environnementaux du développement durable en Amérique du Sud. Considérations à partir du cas colombien. *Développement durable et territoires*, Vol. 2, n°3. <http://developpementdurable.revues.org/9045>, consulté le 13 janvier 2012.
- Orias Arredondo R., Seoane Flores A., Torres Armas W., 2001. *Bolivia pais de contactos : un analisis de la politica vecinal contemporanea*. La Paz, UDAPEX, Hanns Seidel Stiftung, Fundemos.

- Ortiz Echazú V. M., 2011. TIPNIS, la coca y una carretera acechan a la Loma Santa: territorio indígena en Cochabamba y Beni. In *Informe 2010 Territorios Indígena Originario Campesinos entre la Loma Santa y la Pachamama*. La Paz, Fundación Tierra, p. 265-287. http://www.ftierra.org/ft/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=770&Itemid=65
- Ostria Gutierrez Al. 1946. *Una obra y un destino La política internacional de Bolivia después de la guerra del Chaco*. Buenos Aires, Editorial Ayacucho.
- Perrier Bruslé L., 2005. *La dernière frontière, loin des Andes, trop près du Brésil. La frontière orientale et la construction du territoire en Bolivie*. Thèse de doctorat de géographie (nouveau régime).
- Perrier Bruslé L., 2007. The Front and the Line: The Paradox of South American Frontiers Applied to the Bolivian Case. *Geopolitics*, 12, 1, p. 57-77.
- Polet F., 2008. *La prolifération des conflits socio-environnementaux au Sud*. CETRI. <http://www.cetri.be/spip.php?article921>, consulté le 13 janvier 2012.
- Postero N., 2010. The Struggle to Create a Radical Democracy in Bolivia. *Latin American Research Review*, 45, p. 59-78.
- Poupeau F., 2008. *Carnets boliviens 1999 - 2007. Un goût de poussière*. Montreuil, Aux lieux d'être.
- Poupeau F., Do Alto H., 2009. L'indianisme est-il de gauche ? *Civilisations*, 58-1, p. 141-147.
- La Prensa, Fournier C., 2011. Se harán más vías como en el TIPNIS. *La Prensa*, 5 août 2011. http://www.laprensa.com.bo/diario/actualidad/bolivia/20110805/%E2%80%9Cse-haran-mas-vias-como-en-el-tipnis%E2%80%9D_2627_5011.html
- Robin V., Salazar-Soler C., éd. 2009. *El regreso de lo indígena : Retos, problemas y perspectivas*. Lima: Institut français d'études andines - IFEA UMIFRE 17, CNRS - MAEE; Centro Bartolomé de Las Casas - CBC; Centre d'anthropologie sociale; Mondes américains Sociétés, Circulations, Pouvoirs XVIe-XXIe siècles - MASCIPO UMR 8168; Centre d'anthropologie social.
- Robison D., Mckean S., Silva R., 2000. *An Analysis of the Social and Institutional Status and Geographic Information System for the Protected Areas of the Bolivian Amazon*. Santa Cruz, Museo de Historia Natural Noel Kempff Mercado.
- Rojas Lizarazú R., 2011. *Evaluación Ambiental Estratégica del TIPNIS – EAE - 2011*.
- Solon P., 2011. *Letter from Pablo Solon on the TIPNIS Highway Controversy | Climate Connections*. <http://climate-connections.org/2011/09/29/letter-from-pablo-solon-on-the-tipnis-highway-controversy/>, consulté le 7 octobre 2011.
- Stefanoni P., 2010. *Qué hacer con los Indios ... Y otros traumas irresueltos de la colonialidad*. Plural editores.
- Stefanoni P., Saint Upéry M., 2011. La Bolivie d'Evo Morales entre progrès et désenchantement. *Mediapart*, 3 octobre 2011.
- Travassos M., 1938. *Projeção continental do Brasil*. Troisième. Sao Paulo, Companhia editora nacional.
- UNASUR., 2008. *Informe de la Comisión de UNASUR sobre los sucesos de Pando*.
- UNODC, Alfaro I., 2011. *Bolivia Coca Survey 2011*. La Paz, UNODC, Estado Plurinacional de Bolivia.
- Vargas R-H., 1998. Bolivie: La participation populaire, une source de conflits. *Problèmes d'Amérique Latine*, nouvelle série (28), p. 71-84.
- Vazquez Machicado H., 1990. *Para una historia de los límites entre Bolivia y el Brasil*. Deuxième (réed. partielle), La Paz, Juventud.

Velut S., Quenan C., 2011. *Les enjeux du développement en Amérique latine - Dynamiques socioéconomiques et politiques publiques*. Paris, AFD.

Zibechi R., 2011a. La obstinada potencia de la descolonización - América Latina en Movimiento. *Agencia Latinoamericana de Información*, 29 septembre 2011. <http://alainet.org/active/49763>, consulté le 7 octobre 2011.

Zibechi R., 2011b. [Tipnis] Bolivia: El coraje de ir contra la corriente. *La Fogata*, 29 septembre 2011.

NOTES

1. L'utilisation des termes indigène et indien dans cet article mérite un éclaircissement à la lumière du contexte bolivien. Comme partout en Amérique Latine, le problème sémantique de la dénomination des peuples originaires a été permanent et les termes employés ont pris en fonction des époques des connotations différentes. Le terme d'indigène, après avoir été marqué par le paternalisme des métis qui se sont intéressés au sort des indiens, est aujourd'hui celui qui dénomme de manière la plus neutre les peuples originaires. Le terme indien renvoie à deux visions opposées mais également radicales. En Bolivie, comme le rappelle Pablo Stefanoni en s'appuyant sur le titre de deux ouvrages d'Alcide Arguedas de 1909 et 1919, la dénomination d'Indien renvoie à la double vision d'un peuple malade, *Pueblo enfermo*, et à la race de bronze, *Raza de Bronce*, version tellurique de l'Indianisme (Stefanoni, 2010). Le terme d'Indien garde de cette origine une dimension plus combative. Après avoir été très péjoratif sous la Colonie et dans les premiers temps de la République (*el indio* comme *el chollo*), il est aujourd'hui revendiqué par une partie des populations originaires. Sur ces différents points voir (Lavaud et Daillant, 2007; Poupeau et Alto, 2009; Robin et Salazar-Soler, 2009)

2. Le terme de conflit socio-environnemental est de plus en plus utilisé aujourd'hui pour qualifier des conflits sociaux et politiques qui ont pour origine la question de l'utilisation et de la propriété des ressources naturelles ou environnementales. C'est la définition la plus neutre que nous adoptons dans cet article. La bibliographie récente sur ce thème se divise entre une pensée critique qui fait de la mondialisation néolibérale (qui « marchandise la planète ») la responsable de la multiplication de ces conflits - voir par exemple (Gregory *et al.*, 2009 : 649 ; Polet 2008) et une pensée plus pragmatique qui lie les conflits socio-environnementaux aux conditions de réalisation d'un développement durable (voir à propos de la Colombie Navarro, 2011).

3. Le CERES (Centre d'étude de la réalité économique et sociale) tient à jour depuis 1970 une base de données des conflits en Bolivie. Sur la période 1970-2008, près de 12 000 conflits sociaux ont été recensés. La caractéristique d'un conflit repose sur « la forte mobilisation des acteurs sociaux (avec un certain degré de violence) pour faire valoir leur revendication ou lorsqu'on s'approche de réponse forte (déclaration d'état de siège, piquet de grève etc.) » (Laserna, Skaperdas, et Evia, 2008 ; Laserna et Villarroel, 2008). Et comme la mesure du conflit est centrale en Bolivie, le PAPEP (Proyecto de Analisis político y Escenarios prospectivos du PNUD) repère aussi sur la période 2006 - 2010 une augmentation des conflits après une accalmie (2006 : 450 conflits ; 2008 : 250 conflits ; 2010 : 793 conflits) (Calderon *et al.*, 2011:256)

4. Le 11 septembre 2008, une manifestation pro-gouvernementale partie de Porvenir dans le Pando pour rejoindre Cobija a été attaquée par les représentants autonomistes liés à la préfecture du Pando, sous l'œil passif des policiers et de l'armée. 19 personnes sont mortes et plus de 50 ont été blessées (Comisión UNASUR para el esclarecimiento de los hechos de Pando, 2008).

5. Le chiffre de 7 000 indigènes correspond à une évaluation faite par le SERNAP en 1999. Certains auteurs parlent aujourd'hui de 12 000 indigènes natifs. En l'absence de recensement depuis 2001, il est difficile d'avoir une idée plus précise.

6. Les populations originaires s'emploient comme ouvrier agricole dans les propriétés des colons et leurs vendent poissons et gibier. Les salaires et le prix de vente sont dérisoires (Melgajero, 2011a).
7. Deux espèces sont exploitées : le lagarto et le jochi pintao (une sorte de gros lézard et un rongeur).
8. Voir l'article 30, alinéa 15 de la constitution et l'article 343 qui affirme que les populations ont le droit de participer à la gestion environnementale et d'être informées et consultées lorsque des décisions sont prises qui pourraient affecter leur environnement. Malgré cela le vice-président a défendu la légalité du processus en affirmant que la construction d'une route ne rentrerait pas dans ces dispositifs juridictionnels puisqu'elle n'impliquait pas l'exploitation des ressources naturelles (conférence de presse du 3 octobre 2011).
9. A San Ignacio de Moxos (au 4^e jour de la marche), à Limoncito (15^e jour de marche) et à l'hacienda Villa Yenny, quelques kilomètres avant Yucumo, les marcheurs ont cependant été arrêtés par des barrages de colonisateurs (Fundacion Tierra, 2011).
10. Le fait que le chancelier de la République, David Choquehuanca, ait été forcé le jour précédent de suivre les femmes de la marche pendant 5 kilomètres a participé à l'accumulation de tensions.
11. *Somos el Tipnis*.
12. Ce n'est pas la première fois que l'on accuse le gouvernement du MAS d'actions anti-démocratiques, et chaque fois ces actions ont été interprétées comme une « amère trahison d'un modèle de justice multiculturelle » (Postero, 2010 : 69).
13. *Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia*. Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie.
14. Des fonctionnaires auraient aussi affirmé avoir été forcés à défiler pour soutenir le régime.
15. En mai 2011, lors de la Conférence Mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre Mère, une soixantaine d'organisations prennent position contre la route. En décembre 2011, la XVII^e conférence de l'ONU, de Durban sur le changement climatique est une autre occasion pour les organisations indigènes CONAMAQ et CIDOB de dénoncer la construction de la route et les dérives du gouvernement.
16. L'article 3 de la constitution de 2009 reconnaît les peuples indigènes, originaires et paysans. Avant cela quelques textes avaient permis de donner naissance à l'acteur indigène, comme la loi INRA -1996- qui prévoit la création des territoires communautaires des origines.
17. Dans la lettre ouverte à Evo Morales (21/09/2011), les représentants de différentes ONG avaient rappelé combien le processus de changement bolivien avait été considéré comme un modèle à suivre. "En tant qu'activistes exigeant la justice, le droit des peuples indigènes et la défense de la Terre Mère au niveau mondial, nous suivons avec attention le processus de changement initié en Bolivie à partir de 2000" (Amazon Watch.org, 2011 : 1).
18. Le Manifeste pour la reprise du processus de changement (18 juin 2011) a été rédigé et signé par d'anciens fidèles du MAS déçu par son action politique. On y trouve d'anciens ministres, comme Raul Prada ou Alejandro Almaraz, et des figures politiques de la révolution d'octobre 2003, comme Rafael Quispe.
19. La route de San Buenaventura à Ixiamas, qui traverse le parc Madidi, dans une région amazonienne, en est un autre exemple.
20. Dans un entretien accordé au quotidien de Santa Cruz El Deber, Alvaro Garcia Linera, le vice-président, s'était décrit comme « le dernier jacobin ». Une expression souvent reprise par la suite pour le caractériser (El Deber et Ortiz, 2006). Dernièrement, dans une publication officielle, le vice-président a repris ce terme pour caractériser la quatrième phase du processus de changement, dit « moment jacobin de la Révolution » (Garcia Linera, 2011 : 18).
21. Emblématique de cette nouvelle ère, la capitale de fait de la Bolivie devient La Paz, contre Sucre, la capitale constitutionnelle.

22. Dans un ouvrage collectif sur les mouvements sociaux en Bolivie, la marche comme forme de protestation sociale était déjà analysée comme un défaut de relais démocratique (García Linera, Chavez Leon, et Costas Monje, 2005).

23. Un décret supprimant la subvention étatique sur l'essence avait été retiré devant la pression de la rue.

RÉSUMÉS

Entre août et octobre 2011, la Bolivie a connu un de ses plus graves conflits sociaux depuis la première élection d'Evo Morales (2005). Pour refuser la construction d'une route traversant leur territoire, des indigènes ont entamé une marche de protestation qui s'est transformée en un conflit d'ampleur nationale. Que le « premier président indigène » d'Amérique du Sud soit ainsi mis en porte-à-faux sur son propre terrain est étonnant. Pour comprendre ce paradoxe, nous montrons les mécanismes d'éclosion du conflit, puis le décryptons en partant d'une analyse géographique des enjeux soulevés par la route. La réflexion se déploie aux échelles mondiale, continentale et locale. A chacun de ces niveaux, la Bolivie apparaît prise dans ses propres contradictions : contradiction entre son positionnement écologiste et indigène et la réalité de sa politique nationale ; contradiction entre la protection de ses espaces orientaux et la volonté de participer pleinement à l'intégration continentale ; contradiction enfin, entre les promesses de changement sociopolitique et la réalité du retour d'un État centralisé

Between August and October 2011, Bolivia passed through one of its fiercest conflicts since the election of Evo Morales in 2005. Because they are against the building of the Tipnis road that would go through their territory, some indigenous people started a protest walk to La Paz. During the 66 days of the walk, the conflict grew at the national level and gathered all those opposed to the government. It is striking to see that the first ever indigenous elected president is now facing such difficulties. To international viewers, Evo Morales represents another way of development, respectful of indigenous rights and of the environment. To understand the paradox of his international and national stances, I will study how this socio-environmental conflict appeared and then I will focus on the geographical issues raised by the Tipnis road, at the global, regional and local scales. At each level, Bolivia seems to be stuck within its own contradictions, which, in return, fuels the conflicts: contradiction between its ecologist and indigenous stance and the reality of its national policy; contradiction between protection of oriental regions and willingness to continental integration; contradiction between promises of socio-political changes and the reality of a strong central State. What is at stake here is both the process of change in Bolivia and the future of natural resources in a global context.

INDEX

Keywords : Amazonia, Bolivia, Brasil, environment, resource, South America, territorial conflict, territorial integration, transport network

Mots-clés : Amazonie, Amérique du Sud, Brésil, conflit territorial, environnement, intégration territoriale. Bolivie, réseau de transport, ressource

AUTEUR

LAETITIA PERRIER-BRUSLÉ

Laetitia Perrier-Bruslé, laetitia.perrierbrusle@gmail.com, est Maître de conférences à l'Université Nancy II, en délégation IRD/PRODIG (Bolivie). Elle a publié récemment :

- Perrier-Bruslé L., 2012. Frontera Bolivia con Brasil, nuevos esquemas fronterizos en el marco de la integración continental y de la integración nacional : el ejemplo de Pando. *Revista Frontera*, n° 1, La Paz, Bolivia.
- Magrin G., Perrier Bruslé L., 2011. Nouvelles géographies des activités extractives. *EchoGéo* [En ligne], numéro 17 | 2011, mis en ligne le 06 octobre 2011, <http://echogeo.revues.org/12586>
- Perrier Bruslé Laetitia, Lacroix Laurent, 2010. La frontière boliviano-paraguayenne dans le contexte de l'intégration régionale : des contentieux historiques aux dynamiques d'intégration énergétiques. In *CERISCOPE Frontières*, 2011, sous la direction de Ch. Lequesne, CERI, Paris.